

Le ministre de l'Intérieur en Guyane : Conditions dégradées d'accueil des migrant-es en Guyane

Octobre 2016

La fermeture des guichets du pré-accueil des demandeurs d'asile à la fin du mois d'août 2016, avec en corollaire la fermeture des locaux du CASNAV (Centre académique pour la scolarisation des enfants allophones nouvellement arrivés) en charge de la scolarisation des enfants primo-arrivants en Guyane et la fermeture de certains dispositifs sanitaires de la Croix Rouge et le maintien des barrages routiers d'Iracoubo et de Régina ont sérieusement dégradées les conditions d'accueil des migrants-es et des personnes les plus précaires en Guyane.

En effet fin août le préfet décidait, en toute illégalité, de fermer les portes du pré-accueil des demandeurs d'asile ont eu pour conséquences de bloquer tout dépôt de demande d'asile en Guyane.

Depuis la fermeture du dispositif d'accueil de la Croix-Rouge, la préfecture est passée à la vitesse supérieure afin d'expulser un maximum de ressortissants étrangers et notamment des haïtiens et pour tenter de stopper les nouvelles entrées.

Ces politiques sécuritaires et coercitives, qui n'ont jamais fait leurs preuves, ne régleront pas la situation. Une situation que nous avons déjà dénoncée à plusieurs reprises et qui restent inhérente à l'ensemble des moyens de services publics en grave déficit dans notre département. Nos structures déplorent qu'au détriment des traditions d'accueil et de solidarité de la société guyanaise, l'Etat par la voie de la préfecture de Guyane ne jure que par le renforcement des moyens de lutte contre l'immigration.

Or, si on suit ce qui se passe dans l'Hexagone, on sait ce que le renforcement de l'exclusion provoque. Est-ce ce que nous voulons ?

Depuis le début du mois, le CASNAV (Centre académique pour la scolarisation des enfants allophones nouvellement arrivés) n'a pas pu ouvrir ses portes à la rentrée. Cette fermeture s'accompagne du non renouvellement et le non remplacement de plusieurs Intervenants en Langue Maternelle (ILM) dont l'objectif est d'aider les élèves à s'approprier l'école, de leur donner la possibilité de développer la maîtrise de leur langue maternelle. Ces difficultés d'accueil et de scolarisation des enfants primo arrivants et des enfants non francophones de l'académie (pris en charge dans l'académie) dans l'académie font écho aux conditions de rentrée désastreuses de l'académie : fermetures de classe, sureffectifs des classes, manque d'enseignants, de personnels psycho-médico-sociaux dans les établissements scolaires, d'infrastructures de restauration de transport ou d'hébergement pour les enfants de Guyane, etc.

A la même période la Croix-Rouge annonce la fermeture de son centre de prévention santé à Cayenne (qui permettait jusque-là aux primo-arrivants et aux plus précaires de se faire vacciner et dépister facilement et gratuitement) et certains services du C.M.C.K. sont aussi menacés. Cette dernière décision concerne tous les Guyanais, avec des conséquences désastreuses sur tous les primo arrivants et les populations les plus précaires de Guyane qui pouvaient jusque-là s'y faire vacciner et dépister facilement et gratuitement. La situation sanitaire guyanaise déjà morose ne pourra s'en trouver que plus détériorée.

Enfin le maintien des barrages routiers d'Iracoubo et de Régina dénoncés par les associations, collectifs, réseaux et même syndicats lors de la manifestation du 1^{er} mai 2015 n'a fait que créer des frontières intérieures en Guyane,

Des patients de l'ouest et de l'est guyanais nécessitant des soins sur Cayenne ou Kourou se retrouvent de plus en plus régulièrement bloqués aux barrages permanents avec pour conséquences l'aggravation de leur état de santé et leur mise en danger ! **Coûteuses, inefficaces et discriminantes.** Au premier semestre 2016, plusieurs voyages scolaires (déjà difficiles à organiser en soi) ont été annulés ou très fortement perturbés par ces barrages. La Gendarmerie et la préfecture exigeaient des documents d'identité pour circuler sur le territoire, alors que les législations nationale et internationale dispense les enfants mineurs de documents d'identité ! Parfois, elles ont été jusqu'à bloquer les convois et ainsi obligé les professeurs et leurs élèves à annuler la sortie.

Nos structures demandent :

- **L'arrêt de ces politiques répressives et l'organisation d'une réflexion partagée entre institutionnels, associations et élus, pour trouver des réponses dignes et respectueuses des droits fondamentaux en adéquation avec la situation actuelle en Guyane.**
- **Au rectorat de Guyane de rouvrir le CASNAV dans des locaux répondant aux exigences d'accueil du public, de respect des conditions de travail des personnels ; et de permettre la scolarisation des enfants de Guyane dans des conditions d'égalité et sans aucune discrimination d'aucune sorte.**
- **Nos structures demandent en priorité des constructions scolaires à hauteur des besoins réels afin d'accueillir au mieux les enfants de Guyane et leur offrir une scolarité digne.**
- **Nous demandons la réintégration des ILM non renouvelés, le renforcement et la pérennisation du dispositif**
- **Nos structures demandent un accueil digne des personnes qui fuient leur pays.**
- **Et enfin, tout simplement, le respect du droit ! Donc, la suppression des barrages routiers d'Iracoubo et de Régina, ces frontières intérieures, inefficaces, discriminantes, et qui portent gravement préjudice à la liberté de circulation !**

Contact presse :

La Cimade : guyane@lacimade.org

RESF : resf.guyane@gmail.com

Premiers signataires :

Association de Solidarité avec Tous les Immigré-e-s et les Peuples Autochtones (ASTIPA Guyane), la CIMADE, SUD Éducation Guyane, DAAC, Ligue des Droits de l'Homme (LDH), Réseau Éducation Sans Frontières, Alternative Libertaire, Médecins Du Monde (MDM)